

## ***Effectiveness of an Expansionary Policy in reducing unemployment in Algeria: econometric study (2000-2022)***

*-BELHADJ Mejda<sup>1</sup>: PhD Student, University of Oran 2- Mohamed Ben Ahmed, Algeria*

*-MEBARKI Naceur<sup>2</sup>: Professor, University of Oran 2- Mohamed Ben Ahmed, Algeria*

**Received:27/02/2024**

**Accepted :02/04/2024**

**Published :30/06/2024**

### ***Abstract:***

*Reducing unemployment was one of the major objectives of an important Expansionary Policy through fiscal expansion, inspired from Keynesianism, followed in Algeria at the beginning of the 2000s, through the adoption of measures aiming the creation and facilitation of employment, as well as encouraging business creation. We conducted an econometric study between 2000 and 2022, to try to estimate the effectiveness of this policy in reducing unemployment. The results of the ARDL estimation reveal that this fiscal expansion effectively reduced unemployment rate during the study period.*

***Key words:*** *unemployment, public expenditure, econometric study, Algerian economy*

***Jel Codes Classification :*** *C5, E2, H5*

---

1 - BELHADJ Mejda, [belhadj.mejda@univ-oran2.dz](mailto:belhadj.mejda@univ-oran2.dz)

2 - MEBARKI Naceur, [mebarki.naceur@univ-oran2.dz](mailto:mebarki.naceur@univ-oran2.dz)

## **Effacité d'une politique expansionniste en matière de réduction du chômage en Algérie : étude économétrique (2000-2022)**

فعالية السياسة التوسعية في الحد من البطالة في الجزائر: دراسة قياسية (2000-2022)

-BELHADJ Mejda<sup>1</sup>: Doctorante, Université d'Oran 2- Mohamed Ben Ahmed, Algérie

-MEBARKI Naceur<sup>2</sup>: Professeur, Université d'Oran 2- Mohamed Ben Ahmed, Algérie

Recever:27/02/2024

Acceptor :02/04/2024

Publier :30/06/2024

### ملخص

كان الحد من البطالة أحد الأهداف الرئيسية لسياسة توسعية بالرفع من مستوى النفقات العمومية، مستوحاة من الفكر الكينيزي، التي اتبعت في الجزائر منذ سنة 2000، من خلال اعتماد تدابير تهدف إلى خلق فرص العمل وتسهيلها، فضلا عن تشجيع إنشاء المؤسسات . قمنا بإجراء دراسة قياسية بين عامي 2000 و 2022، لمحاولة تقدير مدى فعالية هذه السياسة في الحد من البطالة. وقد أثبتت نتائج نموذج الانحدار الذاتي للفجوات الزمنية الموزعة المتباطئة ARDL أن هذه السياسة ساهمت فعلا في خفض معدل البطالة خلال فترة الدراسة.

الكلمات المفتاحية: البطالة، النفقات العمومية، النمذجة الإقتصادية، الإقتصاد الجزائري

التصنيف JEL : C5, E2, H5

### Résumé

La réduction du chômage a fait partie des objectifs majeurs d'une importante politique de relance par expansion budgétaire, d'inspiration keynésienne, suivie en Algérie au début des années 2000, par l'adoption de mesures visant la création et la facilitation de l'emploi, ainsi que l'encouragement à la création d'entreprises. Nous avons mené une étude économétrique entre 2000 et 2022, pour essayer d'estimer l'efficacité de cette politique en matière de réduction du chômage. Les résultats de l'estimation ARDL indiquent que cette expansion budgétaire a effectivement permis de réduire le taux chômage durant la période d'étude.

Mots clés: chômage, dépenses publiques, modèle économétrique, économie algérienne

Jel Codes Classification: C5, E2, H5

1 -BELHADJ Mejda, [belhadj.mejda@univ-oran2.dz](mailto:belhadj.mejda@univ-oran2.dz)

2 - Mebarki Naceur, [mebarki.naceur@univ-oran2.dz](mailto:mebarki.naceur@univ-oran2.dz)

**Introduction:**

Le chômage, faisant référence à la part de la population active sans emploi, résulte du déséquilibre du marché du travail. Ce phénomène est au cœur des préoccupations des décideurs politiques et économiques vu son étroite relation avec la dégradation du niveau de vie des citoyens. De ce fait, le maintien d'un faible niveau de chômage est l'un des principaux objectifs des politiques économiques. Lorsque le chômage atteint un niveau important, une politique économique de relance peut permettre de le réduire en utilisant différents instruments parmi lesquels on retrouve l'expansion budgétaire comme moyen de relance. Cette dernière a été préconisée par l'économiste John Maynard Keynes qui considère que lorsqu'une situation de sous-emploi s'instaure dans une économie, l'intervention de l'état devient indispensable pour restaurer le plein emploi.

Le marché du travail en Algérie a connu des mutations engendrées par un retour défavorable de la conjoncture pétrolière imposant des modifications structurelles passant d'une économie socialiste basé sur une organisation à planification centralisée à une économie de marché, cela a impliqué une remise en cause des modalités antérieures d'intervention de l'Etat sur le marché du travail, entre autres, et une amplification du chômage. La stratégie d'industrialisation par substitution aux importations associée à une réforme agraire et une politique sociale très soutenue, adoptée au lendemain de l'indépendance, avait permis de résorber une importante partie du chômage hérité de la période coloniale (Feroukhi, 2005). Mais cette situation favorable va être suivie par une tendance à l'aggravation du chômage dès 1986, du fait des conséquences des contre-performances de l'économie algérienne engendrées par la chute du prix du pétrole d'une part, et la poussée démographique d'une autre part. La détérioration de la situation économique a incité le pays à recourir à des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel (PAS) touchant l'ensemble de l'économie qui ont, certes, permis le rétablissement des équilibres macro-financiers mais au prix d'opérations de restructuration et de liquidation d'entreprises étatiques qui ont abouti à des licenciements massifs estimés à plus de 405 000 pertes d'emplois entre 1995 et 1998 (Musette, Hammouda, & Isli, 2003). Le taux de chômage atteint alors en 2000 un niveau inquiétant d'environ 29%.

Au début des années 2000, la conjoncture pétrolière connaît un retournement, cette fois-ci favorable, procurant à l'Etat algérien les moyens d'adopter une politique budgétaire expansionniste par la mise en œuvre de vastes programmes de relance économique d'inspiration keynésienne à savoir : le Plan de Soutien à la Relance Economique (PSRE), le Plan Complémentaire de Soutien à la Croissance (PCSC), et le programme de développement quinquennal, suivis d'un ensemble de réformes sur la période 2015-2019. La réduction du chômage faisait partie des objectifs majeurs de ces programmes.

Dans ce contexte, nous tenterons dans cet article d'estimer, par un modèle ARDL, l'efficacité de la politique budgétaire expansionniste mise en œuvre en Algérie au début des années 2000 en matière de réduction du chômage et répondre à la problématique suivante :

**-Quel est l'effet de l'expansion budgétaire du début des années 2000 sur le taux de chômage en Algérie ?**

En se basant sur le raisonnement keynésien, et compte tenu des importantes mesures engagées dans le cadre des programmes de relance en faveur de la réduction de chômage, nous formulons l'hypothèse suivante: « L'expansion budgétaire du début des années 2000 a permis de réduire le taux de chômage en Algérie »,

Pour vérifier notre hypothèse, nous mènerons une étude économétrique par une modélisation ARDL sur la période 2000-2022. Cette période comprend la période de l'expansion budgétaire adoptée en Algérie entre 2000 et 2015, suivie d'un ensemble de réformes sur la période 2015-2019. Les années 2020, 2021, 2022, ont coïncidé avec la pandémie du COVID 19, une conjoncture sanitaire défavorable qui a paralysé l'activité économique à l'échelle mondiale.

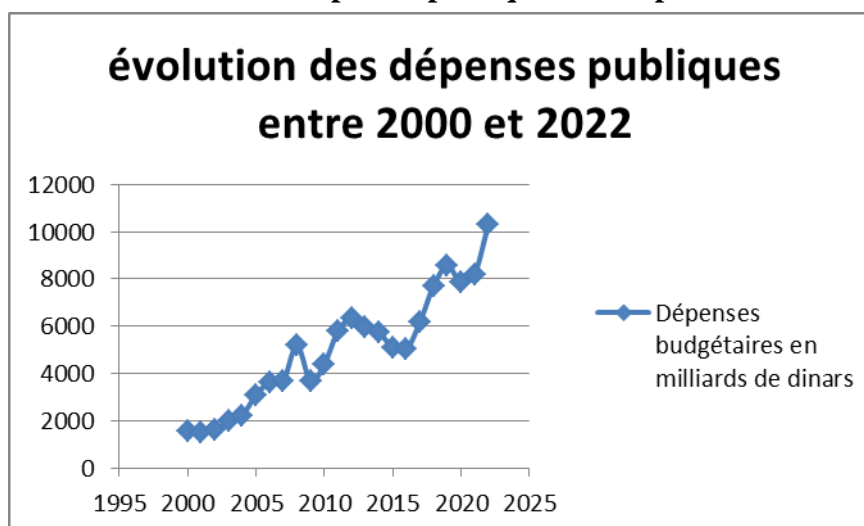
## I- Le chômage selon Keynes :

La montée spectaculaire du chômage à l'échelle mondiale suite à la crise économique de 1929 a remis en cause la notion du chômage volontaire de l'école classique. Keynes dans sa théorie générale a donc essayé d'expliquer que le chômage dans le capitalisme est systématique et involontaire même dans une situation de flexibilité des prix et de concurrence parfaite (Piluso, 2007). Le chômage dans la pensée keynésienne résulte d'un niveau de demande, inférieure à la demande anticipée, dite effective, en fonction de laquelle les entreprises produisent. Faute de demande sur leurs produits, les entreprises vont alors réduire leur production et avoir besoin de moins de main-d'œuvre, et dans ce cas, trois possibilités se proposent, soit embaucher moins, licencier, ou réduire les salaires des travailleurs. Par conséquent il y aura encore moins de demande, et le chômage s'accroît par ce cercle vicieux. La solution serait alors l'intervention de l'Etat, pour stimuler la demande et relancer l'économie (Musette M. S., 1998). La relance par l'augmentation des dépenses publiques représente l'instrument privilégié et le plus efficace selon Keynes grâce à l'effet du multiplicateur.

## II- Relance et mesures en faveur de la réduction du chômage en Algérie depuis 2000 :

Les dépenses publiques ont considérablement augmenté depuis 2000 dépassant les 7000 milliards de dinars selon les données de l'ONS et de la banque d'Algérie (Voir figure N°1), et ce dans le cadre des programmes de relance mis en œuvre entre 2000 et 2014 à savoir : le Plan de Soutien à la Relance Economique entre 2001 et 2004, le Plan Complémentaire de Soutien à la Croissance entre 2005 et 2009, et le programme de développement quinquennal entre 2010 et 2014, suivis d'un ensemble de réformes sur la période 2015-2019. Les années 2020, 2021, 2022, ont coïncidé avec la pandémie du COVID 19, une conjoncture sanitaire défavorable qui a paralysé l'activité économique à l'échelle mondiale, les dépenses durant ces trois (3) dernières années ont alors été orientées vers la gestion des répercussions de cette crise sanitaire.

**Figure N°1 : évolution des dépenses publiques sur la période 2000-2022**



Source : réalisé par les auteurs à partir des données de l'ONS et de la banque d'Algérie

La réduction du chômage, qui s'est accentué la décennie précédente (les années 90) avoisinant les 30% (29,7% en 2000) comme conséquence à la rigueur budgétaire adoptée dans le cadre des réformes et du plan d'ajustement structurel pour rééquilibrer les grandeurs macroéconomiques détériorées suite à la conjoncture pétrolière défavorable, faisait partie des objectifs majeurs de ces programmes. Le programme de développement quinquennal à lui seul, envisageait l'allocation de 350 milliards de dinars pour atteindre l'objectif de créer trois (3) millions d'emploi par le recrutement, l'accompagnement de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, ainsi que le soutien à la création des micro-entreprises et le financement des

dispositifs d'emplois d'attente selon le communiqué du (Conseil Des Ministres, 2010). De ce fait, des montants conséquents ont été consacrés à mettre en œuvre des mesures significatives en matière de fiscalité, de facilitation de financement et d'accès aux marchés publics et d'aides aux coûts de l'emploi (Temmar, 2015) :

**II-1- En matière de fiscalité** : Des réductions et des exonérations fiscales (IBS, IRG, TAP) ont été appliquées pour encourager la création d'entreprises et d'emplois.

**II-2- En matière de financement** : Des mesures ont été prises pour faciliter l'accès au financement dans le cadre de la promotion de l'investissement privé, et l'incitation à la création d'entreprises par la création de fonds de financement et de garantie : FGAR<sup>1</sup> et FNI<sup>2</sup> (au profit des PME<sup>3</sup>) et ASF<sup>4</sup> (au profit des start-up), en plus d'octroyer des bonifications du taux d'intérêt des prêts accordés aux entreprises.

**II-3- En matière d'accès aux marchés publics** : L'octroi d'une marge de préférence de 25% dans les marchés publics pour les entreprises de droits algérien, et la réservation de 20% des commandes publiques d'études, de travaux et de services aux entreprises algériennes, pour permettre aux entreprises algériennes de participer aux appels d'offre publics.

**II-4- En matière d'aide aux coûts de l'emploi** : Différents dispositifs et organismes d'aide à l'emploi, en plus de mesures spécifiques de facilitation ont été instaurés parmi lesquels on peut citer : le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), le dispositif d'insertion des diplômés (PID), l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), la caisse nationale d'assurance chômage (CNAC), ainsi que la contribution de l'état aux salaires des jeunes recrutés auprès des entreprises dans le cadre d'un contrat de travail aidé (CTA), en plus de réductions et exonérations de la cotisation à la sécurité sociale au profit des chefs d'entreprises créateur d'emplois.

### **III-Modélisation ARDL pour estimer l'effet de l'expansion budgétaire des années 2000 sur le taux de chômage en Algérie:**

Nous procédons dans cette partie à l'application du modèle ARDL (Auto Regressive Distributed Lag) sur quatre (4) séries temporelles sur la période 2000-2022 en utilisant le logiciel E-Views9 pour estimer l'effet de l'expansion budgétaire des années 2000 sur le taux de chômage en Algérie.

#### **III-1- Les variables de l'étude:**

Nous avons extrait nos variables des rapports de la banque d'Algérie ainsi que la base de données de la banque mondiale (WDI). Il s'agit du taux de chômage (CHMG) comme variable dépendante, et des dépenses publiques (TDEP), de la croissance économique (GROWTH) et de la masse monétaire (M2) comme variables indépendantes. Ces variables sont exprimés annuellement de 2000 à 2022. La sélection des variables est inspirée de la théorie économique : d'après le raisonnement keynésien, l'expansion budgétaire peut exercer un effet sur le chômage et la croissance, d'une autre part, la loi d'Okun stipule qu'il existe une relation entre la croissance économique et le chômage. Par ailleurs, la masse monétaire, étant l'intermédiaire dans toutes les transactions économiques, peut avoir un effet sur toutes les grandeurs macroéconomique y compris le taux de chômage. La relation entre les variables sélectionnées peut être représentée mathématiquement comme suit :

$$\text{CHMG} = f(\text{TDEP}, \text{GROWTH}, \text{M2})$$

<sup>1</sup> Fonds de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises

<sup>2</sup> Fonds National d'Investissement

<sup>3</sup> Algerian Startup Fund

<sup>4</sup> Petites et Moyennes Entreprises

**III-2- L'équation du modèle :**

L'équation de notre modèle peut être écrite comme suit :

$$CHMG_t = a_0 + a_1 LTDEP_t + a_2 GROWTH_t + a_3 LM2_t + \mu_t$$

- a0, a1, a2, a3 : représentent les paramètres de notre modèle.

- t : représente le nombre d'années de l'étude.

-  $\mu_t$  : erreur de spécification (Bourbonnais, 2011).

Notons que nous avons pris les variables qui ne sont pas exprimés en pourcentage à savoir : les dépenses publiques et la masse monétaire sous forme logarithmique pour linéariser notre fonction : LTDP=LOG (TDEP), LM2=LOG(M2).

**III-3-Stationnarité des variables :**

Pour étudier la stationnarité de nos variables qui est la première étape de l'estimation économétrique servant à éviter les régressions fallacieuses (Abbes, 2014). Nous avons effectué le test ADF (Augmented Dickey- Fuller). La stationnarité de nos variables au seuil de 5% ainsi que leurs ordres d'intégrations sont résumés dans le tableau N°1 :

**Tableau N°1 : Test ADF**

variables	Probabilité en niveau	Probabilité en première différence	Ordre d'intégration
CHMG	0,00	0,00	0
GROWTH	0,03	0,00	0
LTDEP	0,52	0,00	1
LM2	0,75	0,02	1

Source : réalisé par les auteurs à partir des sorties d'EViews 9

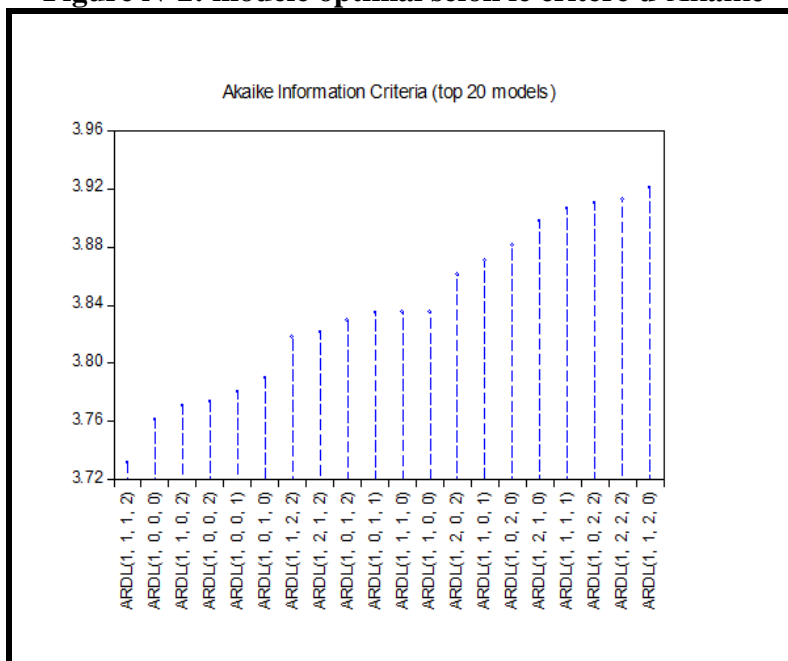
D'après les résultats du test de stationnarité, nos variables n'ont pas le même ordre d'intégration, ce qui nous permet d'appliquer le modèle de co-intégration de type ARDL.

**III-4-L'estimation économétrique :**

**III-4-1-Sélection du modèle optimal :**

Pour sélectionner le modèle ARDL optimal, nous pouvons recourir au critère d'information d'Akaike (AIC). La figure N°2, issue d'EViews, résume les 20 Meilleurs modèle parmi lesquels nous allons retenir celui qui correspond à la plus petite valeur d'Akaike à savoir le modèle (1, 1, 1, 2)

**Figure N°2: modèle optimal selon le critère d'Akaike**



Source : Résultats obtenus à partir du logiciel EViews 9



**III-4-2-Application du modèle retenu (1, 1, 1, 2) :**

**Tableau N°2 : Modèle ARDL (1, 1, 1, 2)**

Dependent Variable: CHMG				
Method: ARDL				
Date: 11/01/23 Time: 09:50				
Sample (adjusted): 2002 2022				
Included observations: 21 after adjustments				
Maximum dependent lags: 1 (Automatic selection)				
Model selection method: Akaike info criterion (AIC)				
Dynamic regressors (2 lags, automatic): LTDEP GROWTH LM2				
Fixed regressors: C				
Number of models evaluated: 27				
Selected Model: ARDL(1, 1, 1, 2)				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
CHMG(-1)	0.671865	0.120206	5.589300	0.0001
LTDEP	-4.359657	2.680651	-1.626342	0.1298
LTDEP(-1)	-5.754927	3.599558	-1.598787	0.1359
GROWTH	-0.362337	0.217141	-1.668670	0.1210
GROWTH(-1)	-0.223987	0.170394	-1.314523	0.2132
LM2	7.865871	7.791933	1.009489	0.3327
LM2(-1)	14.08837	11.71752	1.202334	0.2524
LM2(-2)	-14.96537	7.761700	-1.928105	0.0778
C	25.13923	16.42831	1.530238	0.1519
R-squared	0.942574	Mean dependent var		13.05224
Adjusted R-squared	0.904290	S.D. dependent var		4.355512
S.E. of regression	1.347469	Akaike info criterion		3.731860
Sum squared resid	21.78806	Schwarz criterion		4.179512
Log likelihood	-30.18453	Hannan-Quinn criter.		3.829012
F-statistic	24.62048	Durbin-Watson stat		2.875392
Prob(F-statistic)	0.000003			

\*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model selection.

Source : Résultats obtenus à partir du logiciel EViews 9

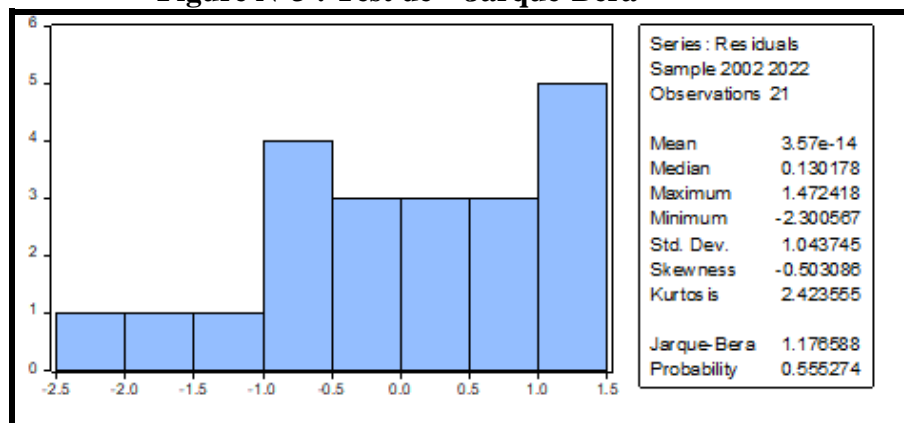
Selon le coefficient de détermination R<sup>2</sup> ajusté (adjusted R-squared) de 0,904290 soit 90,43%, le R<sup>2</sup> de 94,26%, la probabilité de (F-statistic) de 0,00 et le coefficient de Durbin-Watson DW égal à 2,87 le modèle obtenu est significatif.

Pour confirmer la validité et la solidité de notre modèle nous effectuons dans ce qui suit des tests supplémentaires à savoir le test de Jarque-Bera, le test d'autocorrélation de « Breusch-Godfrey », et le test de « CUSUM »

**III-4-3-Test de Jarque-Bera :**

Ce test nous permet de vérifier la normalité des termes d'erreurs.

**Figure N°3 : Test de « Jarque-Bera »**



Source : Résultats obtenus à partir du logiciel EViews 9

Puisque la probabilité du test de 0,55 est supérieure à 5% (0,05), nous acceptons l’hypothèse nulle de normalité des termes d’erreurs.

**III-4-4-Test d’autocorrélation :**

Pour vérifier l’absence d’autocorrélation des termes d’erreurs, nous recourons au test de « Breusch-Godfrey »

**Tableau N°3: Test « Breusch-Godfrey »**

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:			
F-statistic	0.599791	Prob. F(2,15)	0.5616
Obs*R-squared	1.629104	Prob. Chi-Square(2)	0.4428

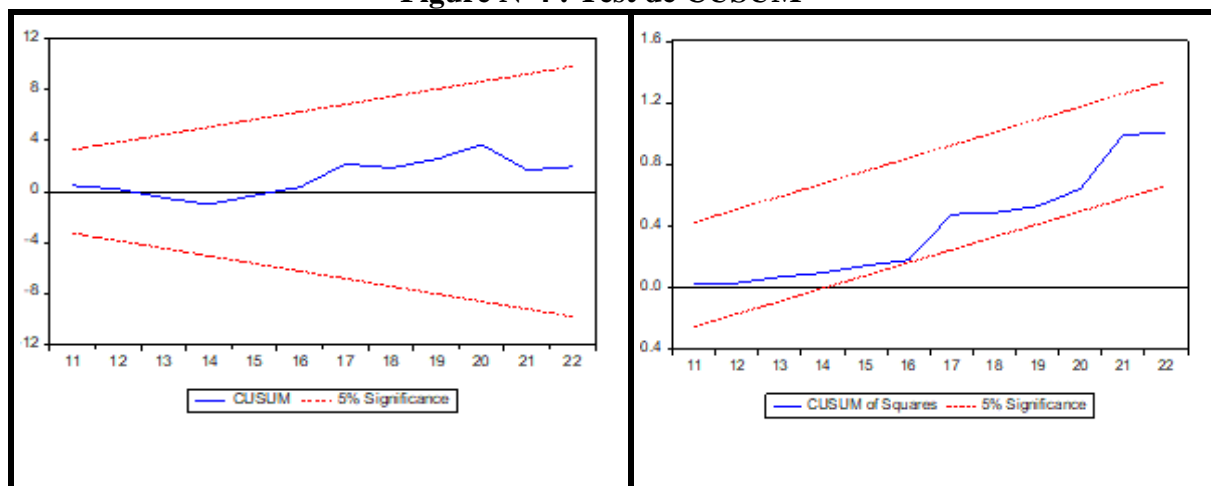
Source : Résultats obtenus à partir du logiciel EViews 9

Le test « Breusch-Godfrey » de notre modèle avec une probabilité de 0,44 supérieure à 5% confirme l’hypothèse nulle d’absence d’autocorrélation des termes d’erreurs.

**III-4-5-Test de « CUSUM » :**

Ce test permet de vérifier la stabilité du modèle durant la période retenue.

**Figure N°4 : Test de CUSUM**



Source : Résultats obtenus à partir du logiciel EViews 9

Puisque les courbes se situent à l’intérieur du corridor (en rouge), notre modèle est stable durant la période d’étude.

Selon les tests de robustesse que nous venons d’effectuer, les termes d’erreurs présentent les propriétés qui confirment la solidité de notre modèle. Nous pouvons à présent passer à la dynamique de court et de long terme des variables de notre étude.

**III-4-6-Effets de court et de long terme des dépenses publiques, de la croissance économique et de la masse monétaire sur le taux de chômage en Algérie entre 2000 et 2022 :**

Pour vérifier l’existence d’une relation à long terme entre nos variables, nous effectuons le « bounds test » qui consiste à comparer la valeur calculée de Fisher aux valeurs critique tabulées par Pesaran et al. (2001). La valeur calculée de Fisher doit être supérieure à la borne critique supérieure pour dire qu’il existe une relation à long terme (Mebarki & Mebarki, 2022).



**III-4-6-1-Test de cointégration aux bornes « Bounds test » :**

**Tableau N°4 : Bounds Test**

ARDL Bounds Test		
Date: 11/01/23 Time: 10:02		
Sample: 2002 2022		
Included observations: 21		
Null Hypothesis: No long-run relationships exist		
Test Statistic	Value	k
F-statistic	4.084741	3
Critical Value Bounds		
Significance	I0 Bound	I1 Bound
10%	2.37	3.2
5%	2.79	3.67
2.5%	3.15	4.08
1%	3.65	4.66

Source : Résultats obtenus à partir du logiciel EViews 9

Nous pouvons dire qu’il existe une relation à long terme entre les variables de notre étude étant donné que nous avons obtenu une valeur F-statistic de 4,084741 supérieure aux limites tabulées au seuil de 10% et 5%.

**Tableau N°5 : Effet de court et de long terme des variables indépendantes sur la variable dépendante (CHMG)**

ARDL Cointegrating And Long Run Form				
Dependent Variable: CHMG				
Selected Model: ARDL(1, 1, 1, 2)				
Date: 11/01/23 Time: 10:04				
Sample: 2000 2022				
Included observations: 21				
Cointegrating Form				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LTDEP)	-4.359657	1.847251	-2.360079	0.0360
D(GROWTH)	-0.362337	0.125383	-2.889833	0.0136
D(LM2)	7.865871	4.844536	1.623658	0.1304
D(LM2(-1))	14.965374	5.673795	2.637630	0.0217
CointEq(-1)	-0.328135	0.062880	-5.218391	0.0002
Cointeq = CHMG - (-30.8245*LTDEP -1.7868*GROWTH + 21.2987*LM2 + 76.6125 )				
Long Run Coefficients				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTDEP	-30.824465	10.794139	-2.855667	0.0145
GROWTH	-1.786840	0.887488	-2.013367	0.0671
LM2	21.298742	9.404522	2.264734	0.0428
C	76.612462	30.929600	2.476995	0.0291

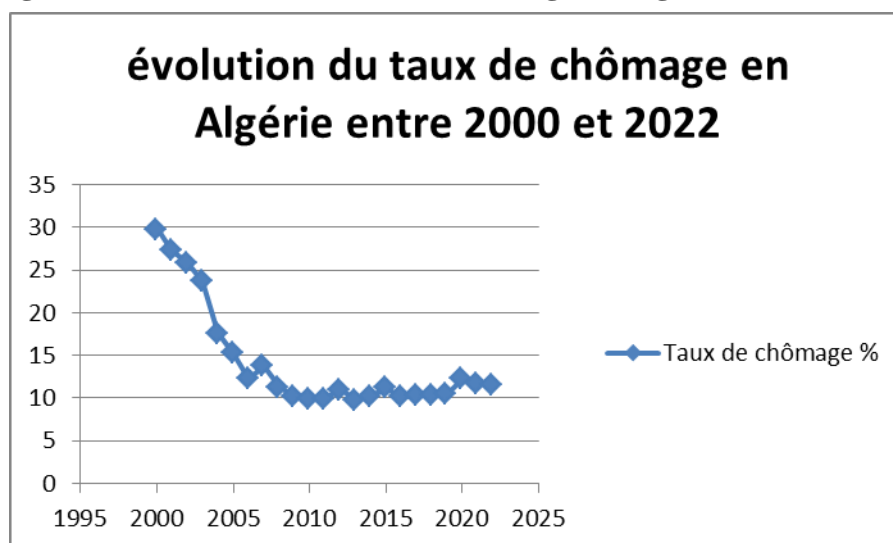
Source : Résultats obtenus à partir du logiciel EViews 9

### III-4-6-2- Interprétation des résultats obtenus :

D'après les résultats obtenus :

- Il existe une relation négative significative entre les dépenses publiques et le taux de chômage en Algérie durant la période de notre étude à court et à long terme, avec une probabilité de 0,03 (inférieure à 5%), et une valeur t-statistic (-2,360079) supérieure à la valeur tabulée (en valeur absolue) au seuil de 5% à court terme, et une probabilité de 0,01 et t-statistic de 2,855667 à long terme. Une augmentation de 1% des dépenses publiques réduit le taux de chômage de 4,36%. Ce résultat va dans le même sens du raisonnement keynésien de la possibilité de réduire le chômage et relancer la croissance économique par l'expansion budgétaire et nous permet de confirmer notre hypothèse. Ce résultat peut être expliqué par le fait que dans le cadre des programmes de relance du début des années 2000, des montants conséquents ont été consacrés à mettre en œuvre des mesures visant à réduire le chômage par l'instauration de différents dispositifs pour la création et la facilitation de l'emploi, ainsi que l'encouragement à la création d'entreprise en procurant le financement et d'autres avantages tels que les réductions et des exonérations fiscales. Selon (Benhabib & Adair, 2017)., les dispositifs engagés ont permis la création de 10895000 emplois en 2016. La figure N°5 nous permet de constater une réduction évidente et significative du taux de chômage sur la période de notre étude.

**Figure N°5 : évolution du taux de chômage en Algérie entre 2000 et 2022**



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la banque mondiale

- Il existe une relation négative significative entre la croissance économique et le taux de chômage en Algérie durant la période de notre étude à court terme, avec une probabilité de 0,01 (inférieure à 5%), et une valeur t-statistic (-2,889833) supérieure à la valeur tabulée (en valeur absolue) au seuil de 5%. Une augmentation de 1% de la croissance économique réduit le taux de chômage de 0,36%. Ce résultat correspond à l'effet décrit dans la loi d'Okun de la croissance économique sur le taux de chômage : au-dessus d'un certain seuil de croissance, le taux de chômage diminue. En effet, la croissance économique a enregistré des taux appréciables lors de la mise en œuvre des programmes de relance du début des années 2000 qui visaient l'amélioration du secteur public, des infrastructures et l'appui au développement de l'économie. Les secteurs du bâtiment et des travaux publics ainsi que celui des services ont alors connu une expansion et ont contribué à l'augmentation de la croissance économique et la création de nouveaux emplois.

- Il existe une relation positive significative entre la masse monétaire ( avec un retard) et le taux de chômage en Algérie durant la période de notre étude à court et à long terme, avec une probabilité de 0,02 (inférieure à 5%), et une valeur t-statistic (-2,637630) supérieure à la valeur tabulée (en valeur absolue) au seuil de 5% à court terme et une probabilité de 0,04 et t-statistic de 2,264734 à long terme. Une augmentation de 1% de la masse monétaire fait augmenter le taux de chômage de 14,96%.

### Conclusion :

Le taux de chômage a atteint un niveau élevé et inquiétant de 29,7% en 2000 à l'issue d'une décennie de rigueur dans le cadre du programme d'ajustement structurel imposé par une conjoncture économique défavorable. Par la suite, le début des années 2000 s'est caractérisé par un retournement favorable de la conjoncture pétrolière donnant les moyens à l'Etat algérien de mettre en œuvre des programmes de relance par une expansion budgétaire d'inspiration keynésienne, faisant de l'amélioration du niveau de vie des citoyens et la réduction du chômage une priorité. Nous avons donc mené une étude économétrique par une modélisation ARDL pour essayer d'estimer l'effet de l'expansion budgétaire des années 2000 sur le taux de chômage en Algérie.

Les résultats obtenus révèlent l'existence d'un effet inverse de l'augmentation des dépenses budgétaires sur le taux de chômage à court et à long terme soit : l'augmentation des dépenses publiques réduit le taux de chômage. En effet, des montants conséquents ont été consacrés, dans le cadre des programmes de relance des années 2000, à mettre en place des dispositifs en faveur de la réduction du chômage par la création et la facilitation de l'emploi, ainsi que l'encouragement à la création d'entreprise en procurant le financement et d'autres avantages tels que les réductions et les exonérations fiscales.

La croissance économique de sa part réduit aussi le taux de chômage à court terme d'après nos résultats qui correspondent à l'effet décrit dans la loi d'Okun de la croissance économique sur le taux de chômage : au-dessus d'un certain seuil de croissance, le taux de chômage diminue.

Nous avons donc pu confirmer notre hypothèse qui stipule que « l'expansion budgétaire du début des années 2000 a permis de réduire le taux de chômage en Algérie », inspirée du raisonnement keynésien de la possibilité de réduire le chômage et relancer la croissance économique par l'expansion budgétaire.

En se référant aux statistiques de la banque mondiale, on peut constater une diminution considérable du taux de chômage en Algérie durant la période de notre étude passant d'environ 29,7 % en 2000 à 11,5% en 2022. Cependant, ce taux reste tout de même important. Le chômage persiste toujours à l'heure actuelle et touche beaucoup plus les jeunes. Cela peut être dû à :

- L'augmentation de la population en âge de travailler ;
- L'économie Algérienne manque de diversification ce qui limite les opportunités de création de nouveaux emplois ;
- La rupture entre la formation et l'emploi;
- La défaillance de quelques jeunes entrepreneurs , ayant bénéficié d'aides dans le cadre de l'un des dispositifs de facilitation de création d'entreprise, qui peut être dû à leur manque d'expérience d'une part et le manque d'un suivi rigoureux de la part des organismes qui financent et incitent à la création d'entreprise d'une autre part.
- Notons aussi que les années 2020, 2021, 2022, comprises dans notre étude, ont coïncidé avec la pandémie du COVID 19, une conjoncture sanitaire défavorable qui a paralysé l'activité économique à l'échelle mondiale et a eu des répercussions négatives sur toutes les grandeurs macroéconomiques y compris le chômage.

Dans ces circonstances, il faut s'interroger sur le contenu de la politique économique la mieux adaptée à la réalité du pays face aux différents dysfonctionnements, ensuite s'interroger sur les conditions et les modalités de sa mise en œuvre.

**Références :**

- Abbes, A. (2014). efficacité et limites de la politique économique et conjoncture dans un modèle de type « mundell- fleming » étude économétrique sur l'Algérie. *thèse de doctorat en sciences économiques, Université de Tlemcen*. Algérie.
- Amamra, M., & Bensafta , K. M. (2022). Les déterminants de l'inflation en Algérie: Une étude empirique avec la méthode ARDL. *Al-riyada for Business Economics Journal*, 8(2).
- Amani, I. (2021). Cyclicité de la politique budgétaire en Algérie : une évaluation empirique par une modélisation ARDL. *Revue Al Bashaer*, 7( 3).
- Banque d'Algérie. (2004). *Rapport de conjoncture*.
- Banque d'Algérie. (2009). *Rapport de conjoncture*.
- Banque d'Algérie. (2014). *Rapport de conjoncture*.
- Banque d'Algérie. (2018). *Rapport de conjoncture*.
- Banque d'Algérie. (2022). *Rapport de conjoncture*.
- Banque mondiale. (2023). *World Development Indicators*.
- Benhabib , L., & Adair, P. (2017). Une rétrospective des dispositifs de la politique de l'emploi en Algérie (1997-2015) : L'évaluation macroéconomique et l'inégalité d'insertion selon le genre et l'âge. *3èmes Journées Economiques et Financières Appliquées JEFA'17*. Tunisie.
- Bourbonnais, R. (2011). , *Econométrie* (éd. 8e). Paris.: Dunod.
- Conseil Des Ministres. ( 2010). *Communiqué du Conseil Des Ministres*.
- Feroukhi, D. (2005). *La problématique de l'adéquation formation-emploi, Mode d'insertion et trajectoires professionnelles des diplômés des sciences exactes et de la thechnologie*. Alger: CREAD.
- Mebarki, I. N., & Mebarki, N. (2022). Relation croissance-emploi en Algérie : Estimation d'un modèle ARDL durant la période (1992-2019). *Revue Al Bashaer*, 8(1), 759.
- Musette , M. S., Hammouda, N., & Isli, M. A. (2003). *Marché du travail et emploi en Algérie, Eléments pour une politique nationale de l'emploi, Programme Des emplois en Afrique, Organisation Internationale du Travail*. Genève.
- Musette, M. S. (1998). Les théories économiques à l'épreuve du chômage. *Cahiers du CREAD*(45), 101-125.
- Office National des Statistiques. (s.d.). *Annuaire statistiques de l'Algérie*.
- Piluso, N. (2007). Le rôle de l'incertitude dans la théorie du chômage de Keynes. *Cahiers d'économie politique*(52), pp. 105-114.
- Temmar , A. (2015). *L'économie de l'Algérie : Les politiques de relance de la croissance* (éd. 3e). Algérie: OPU.